

# Le Monde

VENDREDI 27 NOVEMBRE 1987

Surproduction et menaces de récession

## Les milieux pétroliers redoutent un effondrement des prix

*Alors que le dollar est en légère baisse et que Bonn envisage de prendre des mesures de portée limitée pour relancer l'économie ouest-allemande, les regards se tournent vers le marché pétrolier. A quelques jours de la prochaine conférence de l'OPEP, tous les indicateurs sont au rouge. Les observateurs n'écartent plus désormais l'hypothèse d'une rechute des prix à 15 dollars par baril, voire au-dessous.*

On croyait le prix du pétrole stabilisé pour longtemps autour des 18 dollars par baril défendus par l'OPEP depuis un an. Rassurés par la cohésion retrouvée de l'organisation, la plupart des experts, des compagnies et des Etats producteurs basaient depuis le début de l'année leurs prévisions à moyen et à long terme sur ce prix de référence. Il devait, assurait-on, garantir l'équilibre du marché. Cette confiance n'aura guère duré.

Un séminaire sur le pétrole arabe que vient d'organiser, à Paris, la chambre de commerce franco-arabe a donné la mesure de cette inquiétude nouvelle. « Il

existe un risque durable d'effondrement », assure M. Pierre Desprairies, président d'honneur de l'Institut français du pétrole. « Une nouvelle crise n'est pas à écarter », confirme M. Mohamed Bayou, directeur général adjoint de la Sonatrach algérienne, tandis que M. Bernard Polge de Combret, directeur du commerce international d'Elf Aquitaine, explique que les oscillations connues par les cours du brut depuis l'été « montrent que l'équilibre est fragile ».

## Les milieux pétroliers redoutent un effondrement des prix

(Suite de la première page.)

Le marché pétrolier, loin d'avoir retrouvé pour longtemps des eaux calmes, comme on le croyait, s'apprêterait donc à connaître de nouvelles convulsions aussi brutales qu'imprévisibles.

Qu'ils soient professeurs, analystes, négociants ou producteurs, tous les participants ont exprimé le même souci : non seulement les tendances lourdes du marché continueront longtemps de pousser à la baisse, mais la plupart des facteurs conjoncturels ou politiques permettant d'éviter une nouvelle rechute semblent de moins en moins efficaces.

Sur le long terme, la faiblesse de la demande comme l'ampleur des surcapacités de production existant dans le monde (12 à 13 millions de barils/jour, soit un quart de la production) ne devraient pas soulager de sitôt le fardeau de l'OPEP, placée dans la situation difficile de producteur d'appoint, et seule chargée d'éponger les surplus. Pour maintenir un prix de 18 dollars, il faudrait que l'organisation parvienne à limiter sa production en dessous de 20 millions de barils/jour, (soit aux deux tiers de ses capacités) jusqu'en 1992 au moins, explique le professeur Jean-Marie Martin du CNRS. En d'autres termes, après cinq ans de crise, l'organisation ne serait aujourd'hui qu'à la moitié du chemin lui permettant de retrouver un niveau de production plus confortable. Pourra-t-elle tenir jusque-là ? Rien n'est moins sûr, dans la mesure où a expliqué M. Martin, certains de ses membres et notamment l'Arabie saoudite ont intérêt sur le plan économique et financier à une baisse prononcée des prix (autour de 10 dollars) suivie d'une reprise plus rapide.

La tâche de l'OPEP est d'autant plus difficile que l'extrême atomisation du marché pétrolier et la place prise depuis quelques années par la spéculation sur les marchés à terme favorisent, selon le professeur Antoine Ayoub, de l'université de Laval (Québec), une « instabilité chronique » des prix.

Sur cette toile de fond peu encourageante, les indicateurs conjoncturels analysés par M. Desprairies, ne sont guère plus rassurants. Un : les Etats-Unis, premier consommateur

et second producteur mondial « ne savent pas ce qu'ils veulent » et manifestent des tendances protectionnistes alarmantes. Deux : la discipline de l'OPEP s'est évanouie depuis l'été : l'Iran accorde désormais des rabais et la production de l'OPEP dépasse depuis juillet largement le plafond qu'elle s'est fixée. Trois : la marge de manœuvre financière de l'Arabie saoudite qui assure « l'appoint de l'appoint » est limitée. Quatre : le krach boursier réduit encore les perspectives de croissance et de demande. Cinquième et dernier point : la guerre du Golfe, encourage désormais la chute des prix puisque l'Irak et l'Iran ont retrouvé des capacités d'exportations considérables et sont sans cesse poussés à produire au maximum. A ces sources d'inquiétudes, il convient d'ajouter, assure M. Bayou, l'attitude des pays producteurs non membres de l'OPEP, qui « restent dans l'expectative » et refusent d'aider efficacement l'organisation, et le jeu des stocks trop importants accumulés dans les pays consommateurs qui « risquent de déstabiliser le marché ».

Seul point positif : la chute des prix du brut en l'état actuel ne fait l'affaire de personne. Ni des pays producteurs, dont le pouvoir d'achat réel, rappelle M. Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, a fondu depuis 1980 des deux tiers. S'ils voulaient retrouver le niveau réel de 1985, ces pays devraient porter les prix à plus de 40 dollars. Les pays consommateurs ne sont pas mieux lotis, car les débouchés commerciaux dans le Golfe ont été fortement réduits.

La bonne volonté ne suffit pas tant les solutions permettant de stabiliser les prix paraissent délicates à mettre en œuvre, qu'il s'agisse de la réintégration verticale, prônée par M. Ayoub, de l'élargissement de l'OPEP, suggérée par M. Yousfi, directeur de la Sonatrach, ou de la coopération internationale, souhaitée par tous les participants au colloque. « Le seul vrai remède à long terme, estime M. Desprairies, est la reprise de la demande, et il faudra cinq à six ans pour que le marché international soit purgé des excédents de production... »

VÉRONIQUE MAURUS.